



**HAL**  
open science

## Arms Control et désarmement Les conséquences économiques

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Arms Control et désarmement Les conséquences économiques. 2008. hal-02141385

**HAL Id: hal-02141385**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02141385>**

Submitted on 27 May 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Arms Control et désarmement Les conséquences économiques**

**J. Fontanel**

**Version française**

**Encyclopedia of UNESCO, Paris 2008**

Dans un monde de rareté relative, les dépenses militaires sont jugées improductives, soit parce qu'en situation de paix elles apparaissent inutiles (ce qui justifie le désarmement), soit parce qu'elles paraissent surdimensionnées au regard des menaces (dans la logique de l'arms control). Cette présentation naïve domine malheureusement la réflexion économique. Ainsi, la comparaison du coût d'un porte-avions avec celui des écoles ou des hôpitaux procède d'un a priori philosophique que les méthodes scientifiques pourtant dénoncent. En fait, dans le long terme, la sécurité internationale et le développement économique sont essentiels l'un à l'autre. Or, le sentiment de sécurité est souvent produit par un effort d'armement adapté. Dans un monde aux multiples conflits politiques, religieux, culturels ou économiques, un désarmement qui ne serait pas fondé sur la confiance réciproque des Etats, sur le respect des droits de l'homme et le refus des exploitations peut se révéler, à terme, particulièrement dangereux pour la paix ou pour les systèmes politiques démocratiques. Le désarmement n'est devenu un thème économique qu'à la fin de ce siècle<sup>1</sup>, mais les divergences d'analyse restent fortes<sup>2</sup>.

Pendant de nombreux siècles, la guerre est apparue comme un phénomène normal modelant la vie des hommes. Trois exemples s'inscrivent dans cette démarche. Pour les mercantilistes ou l'école historique allemande (List<sup>3</sup>), la puissance de l'Etat, symbolisée par l'importance des forces armées, constitue un objectif essentiel de l'économie, ce qui rend l'idée du désarmement inappropriée. Pour l'analyse marxiste<sup>4</sup>, la guerre et les conflits sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Dans l'approche moderne de Baran et Sweezy, la structure de l'économie du capitalisme monopoliste est telle qu'un volume constamment croissant de surplus ne rencontre plus de demande solvable<sup>5</sup>. Les dépenses militaires improductives assurent la stabilité du système capitaliste. La course aux armements est conforme à la logique du capitalisme, réduisant ainsi le potentiel du désarmement. Pour Sombart<sup>6</sup>, depuis les débuts de l'histoire, le système fondé sur la guerre a démontré son efficacité, en fournissant les bases nécessaires au développement économique contemporain. L'armée est une force productive qui dynamise le capitalisme, en exerçant des effets macro-économiques positifs sur l'économie nationale et en facilitant les restructurations et les développements technologiques nécessaires aux révolutions industrielles. La guerre est un facteur irremplaçable de l'évolution des sociétés et le désarmement constitue.

---

<sup>1</sup> Sur cette question, Cf. Coulomb, F. (1998), Les théories économiques de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse Grenoble, 10 décembre

<sup>2</sup> Les économistes se sont peu intéressés à la question. Cf Fontanel (1993), Economistes de la paix, PUG, Grenoble

<sup>3</sup> List, F. "Le système national d'économie politique" 1857.

<sup>4</sup> Marx, K. & Engels, F. "Le Manifeste du Parti Communiste" (1860). Coll 10/18, Paris 1984.

<sup>5</sup> Baran, P. , Sweezy, P. (1966), Le capitalisme monopoliste, Maspero, Paris.

<sup>6</sup> Sombart, W. (1932), L'apogée du capitalisme, Tomes I et II, Payot, Paris.

En revanche, avec la pensée classique et libérale, la guerre est perçue comme un phénomène d'abord politique. La constitution de forces militaires en vue d'assurer la souveraineté des Etats n'empêche pas la recherche d'un désarmement négocié, car, pour Ricardo, la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre<sup>7</sup>. Dans la pensée malthusienne<sup>8</sup>, le désarmement n'a cependant de sens que si le contrôle de la population réduit la rareté relative, la surpopulation étant un facteur de guerre. Pour les néo-classiques<sup>9</sup>, l'essor de la théorie économique du libre-échange doit conduire au refus des guerres. La paix est le produit de la négociation, des arbitrages et de l'économie de marché. Enfin, pour Keynes, la paix durable est inconcevable sans une solidarité économique internationale fondée sur l'harmonisation des intérêts économiques nationaux. Il faut donc concevoir un partage équitable du fardeau de la sécurité internationale<sup>10</sup>. La connaissance scientifique de l'économie est un facteur de paix. Les dépenses militaires excessives réduisent le potentiel de développement économique des Etats, et donc les possibilités de financer, à terme, la sécurité de demain. Cependant, le désarmement n'a pas de sens que dans le cadre d'accords négociés, maintenant un niveau suffisant de sécurité militaire. Certains économistes, comme Lionel Robbins<sup>11</sup> ont même appelé à une diminution de la souveraineté nationale au profit de pouvoirs conférés à une instance internationale, les Etats-Unis d'Europe, capable de garantir la paix durable.

Les débats sur le désarmement s'accompagnent trop rarement d'analyses économiques rigoureuses. Des études portant sur les effets économiques d'un désarmement ont pourtant été engagées notamment par des économistes de renom, tels que Wassily Leontief, Jan Tinbergen, Gunnar Myrdal ou Lawrence Klein<sup>12</sup>. D'abord, un groupe d'experts américains<sup>13</sup> a considéré qu'un désarmement accompagné d'une réduction des tensions internationales aurait des effets négatifs sur l'économie et la société américaines. En effet, la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, elle favorise la subordination des citoyens et elle développe des rapports de domination essentiels pour la richesse des grandes puissances. Sous l'égide notamment des Nations Unies<sup>14</sup>, Leontief et Duchin ont simulé plusieurs scénarios de dépenses militaires (1980-2000) en utilisant le modèle d'échanges interindustriels de l'économie mondiale. Le désarmement conduit à une amélioration substantielle de la croissance économique de toutes les régions du monde, à l'exception des pays en développement producteurs de pétrole. Enfin, plusieurs modèles<sup>15</sup> ont

---

<sup>7</sup> Cette idée rejoint les modèles contemporains sur la course aux armements. Richardson, le père de cette méthode, obtient des conclusions similaires. Richardson, L.F. : "Arms and insecurity". Benwwood, New York, 1960.

<sup>8</sup> Malthus, R : "Principes d'Economie Politique" (1803)

<sup>9</sup> Walras, L. (1879), De la culture et de l'enseignement des sciences morales et politiques, in Mélanges d'économie sociale, volume VII.

<sup>10</sup> Une étude complète de cette conception a été présentée par Fanny Coulomb (1998), Les théories économiques de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse Grenoble, 10 décembre 1998.

<sup>11</sup> Robbins, L. (1940), The economic causes of war, McMillan, New York

<sup>12</sup> - Klein L. R. (1987) "Disarmament and Socio-Economic Development", Volume IX, Number 1, United Nations, Spring 1986. Tinbergen Jan : "World Peace Policy" in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian Schmidt and Frank Blackaby Mac Millan Press, London., Leontief W., Duchin F. (1980) "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York. Leontief, W., Duchin, F. (1980) : "Worldwide implications of a limitation on military spending". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York.

<sup>13</sup> "La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres". Préface Galbraith, Présentation Christian Schmidt, Calmann-Levy, Paris, 1984.

<sup>14</sup> Nations Unies : "Etude des Rapports entre désarmement et développement". A/36/356; New York, Septembre 1981. Nations Unies : "La réduction des budgets militaires". Série n° 4 et n° 10, New York 1981 et 1985.

<sup>15</sup> Modèle cité par Luckham, R. (1986), Disarmament and development in all its aspects with a view to drawing

simulé l'impact d'une réduction des dépenses militaires accompagnée de transferts en faveur des pays du Tiers-Monde. Les résultats sont globalement favorables au désarmement pour le développement puisque si à court terme, les pays développés peuvent subir une légère réduction de leur taux de croissance, à plus long terme, les effets sont plutôt positifs. Cependant, ces analyses s'avèrent contestable, du fait du caractère statistiquement faiblement significatif des résultats obtenus.

### **Le débat sur l'armement comme fardeau économique**

Les résultats des analyses économiques du désarmement n'ont pas toujours été vérifiés par l'expérience. D'abord, un rapport des Nations Unies du début des années 80 soulignait les coûts d'opportunité considérable des dépenses militaires. Il considérait notamment que l'économie soviétique devait disposer d'un développement économique important du fait de la conversion du secteur militaire, compte tenu de l'existence d'un potentiel considérable de consommation solvable non satisfaite, de la faiblesse de la concurrence et de la capacité des entreprises à produire des biens à double utilisation, militaire et civile<sup>16</sup>. Pourtant, compte tenu des infrastructures désuètes, des effets d'inertie, d'installations industrielles dépassées, d'une très insuffisante culture marchande et de la crise économique, les résultats ont été catastrophiques.

Ensuite, Paul Kennedy affirmait que l'importance excessive accordée au pouvoir militaire par les grandes puissances constitue un facteur inéluctable de déclin économique. En situation de désarmement, les cartes de la compétitivité sont alors redistribuées en faveur des économies les moins militarisées. Quelques années plus tard, pour Lester Thurow, « les Etats-Unis seront la superpuissance militaire du XXIe siècle. Mais c'est le premier des handicaps s'ils veulent rester une superpuissance économique »<sup>17</sup>. En appui, Kenneth Arrow soutenait qu'aucun progrès économique n'est possible sans une drastique réduction dans le soutien aux forces armées, laquelle conduit à la fois à l'amélioration de la compétitivité, à la disparition du complexe militaro-industriels bureaucratique et à une augmentation de l'investissement productif.<sup>18</sup> Or, les expériences de désarmement n'ont pas produit des résultats probants allant en ce sens, surtout en Europe.

Puisque selon Adam Smith la sécurité est le premier besoin de toute société, une réduction globale des dépenses militaires est susceptible de provoquer des déséquilibres stratégiques, qui remettent en cause le bon fonctionnement de l'économie nationale. Les dépenses militaires exercent des effets économiques contrastés. Au fond, les dépenses militaires ont sans doute des effets planchers et plafonds qui modifient leur influence sur les variables économiques fondamentales des pays. L'expérience de l'Union Soviétique a mis en évidence le fait qu'un effort excessif de dépenses militaires érode l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense. Mais avec son effondrement, la réduction spontanée des dépenses militaires n'a pas provoqué les importants « dividendes de la paix » attendus. Le désarmement provoque des crises économiques sectorielles et régionales

---

appropriate conclusions. Draft prepared for the UN Department of Disarmament Affairs, January. Royer, J. (1985) "Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies. ILO, December. Leontiev, W., Duchin, F. (1980), Worldwide implications of hypothetical changes in military spending" Rapport pour les Nations Unies, New York, 1980. Leontiev, W., Duchin (1983), Military spending : Facts and Figures, Worldwide implications and Future Outlook. Oxford University Press.

<sup>16</sup> Organisation des Nations Unies (1981), Etude des rapports entre désarmement et développement, A/36/356, ONU, New York, 3 septembre.

<sup>17</sup> Thurow, L. (1992), La Maison Europe, Calmann Levy, Paris, p. 275.

<sup>18</sup> Arrow, K.J. (1995), Some General Observations on the Economics of Peace and War, Peace Economics, Peace Science and Public Policy, vol.2, n°2, Winter, p.3.

profondes pour les pays producteurs d'armements. En parallèle, malgré l'effort considérable engagé par les Etats-Unis dans le domaine militaire (près de 50% des dépenses militaires mondiales), l'hypothèse du déclin de « l'empire américain » ne semble pas confirmée. Les industries d'armement américaines se sont restructurées et leur pouvoir de pression s'est renforcé. Tout dépend des modalités du désarmement ou des procédures de contrôle des armements (arms control).

### **Les formes et le contenu économique du désarmement**

Il existe trois grandes formes de désarmement : la destruction de matériels militaires, la réduction des dépenses militaires, l'interdiction programmée de la production de certains types d'armes ou le contrôle de la recherche-développement militaire.

- La réduction des stocks d'armes ne garantit ni la réduction des capacités stratégiques, ni celle des dépenses militaires. Elle conduit les Etats à améliorer la qualité de leurs produits en augmentant les coûts de la recherche-développement, à créer de nouvelles armes souvent très onéreuses et à produire plus cher les armes concernées par l'accord. Elle implique des coûts additionnels, de destruction et de contrôle. Il s'agit souvent d'un désarmement du surarmement dans un cadre négocié à sécurité internationale équivalente. Tout désarmement n'équivaut pas à une réduction des dépenses militaires. La destruction des stocks d'armes et la vérification des accords impliquent des coûts supplémentaires.

- L'interdiction de certaines productions d'armes en qualité ou en quantité constitue une volonté de contrôle d'armements, qui soulève des problèmes de conversion industrielle et de perfectionnement des armes. Les accords de désarmement impliquant des injonctions à choisir de préférence des armes défensives ont pour conséquence l'accélération de l'obsolescence des produits militaires dissuasifs existants. En outre, les armes défensives sont plus onéreuses que les armes offensives, comme le programme SDI (*Strategic Defense Initiative*) en a apporté la preuve cette dernière décennie. Les dépenses pour la sécurité d'un pays constituent une menace pour les autres pays. Elles produisent ainsi des externalités généralement. Le Complexe militaro-industriel (CMI) dispose de privilèges et d'appuis politiques et économiques non négligeables. Dans ces conditions, il exerce une forte pression interne pour conserver son pouvoir et il développe la stratégie du secret pour la technologie afférente. Leader de secteurs industriels vitaux, il introduit un nouveau système de valeurs, de nouveaux modes de fonctionnement du fait de l'absence de marché, du duopole national et de la sécurité du profit dans le temps. Aujourd'hui, en vue de réduire les coûts, l'industrie d'armement s'insère progressivement dans la mondialisation, en dépit des contraintes traditionnelles de la défense nationale. Ces décisions de coopération n'empêchent pas les arrangements économiques (partage du travail, arrangements de compensation et pratique du « juste retour »).

- La réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration immédiate de la situation économique nationale. Un désarmement non contrôlé et négocié conduit à des effets pervers. Compte tenu de leur caractère jugé improductif, les dépenses militaires représentent un coût d'opportunité, elles détournent des moyens financiers et limitent ainsi les investissements civils. Elles conduisent à des pertes d'emplois à court terme et à l'apparition d'effets d'inertie importants susceptibles de provoquer des difficultés économique sectorielles et régionales considérables. Si l'on peut convertir les dépenses militaires en d'autres formes de dépenses publiques ou privées, les usines, les équipements, les compétences des hommes concernés s'avèrent souvent partiellement inadaptées aux contraintes de la production civile. Dans ces conditions, le désarmement s'apparente plus à un investissement qu'à la production de dividendes de la paix<sup>19</sup>. A l'aune des observations récentes, les "investissements de la paix"

---

<sup>19</sup> United Nations and UNIDIR (1993), *Economic Aspects of Disarmament: Disarmament as an Investment Process*, United Nations, New York. Intriligator, M.D. (1996), *The economics of disarmament as an investment*

sont répartis de manière très inégale, jusqu'à être négatifs à court terme pour certains pays. Le désarmement rapide conduit souvent à des crises économiques sectorielles et régionales. L'existence d'une industrie nationale d'armement fortement intégrée dans le tissu industriel est un facteur dissuasif du désarmement. Les produits militaires sont capitalistiques, coûteux, de haute technologie et complexes. Dans ces conditions, la conversion immédiate des productions militaires en productions civiles s'avère souvent inadéquate, d'abord pour des raisons d'abord technologiques (inadaptation rapide d'une technologie militaire sophistiquée aux contraintes d'une production de masse), commerciales ensuite (le marché est déjà fortement encombré) et finalement économiques (le coût des produits issus de la conversion n'étant pas compétitif). Les transferts entre les technologies militaires et civiles supposent une adaptation des priorités<sup>20</sup>. Comme tout processus d'investissement, la conversion est onéreuse et aléatoire économiquement. La véritable conversion passe par la restructuration des entreprises, la spécialisation (par le resserrement de l'éventail des produits fabriqués, en identifiant les niches et les créneaux à forts potentiels de profits) et l'essor des technologies duales ou la diversification. Il convient alors de diversifier les marchés (pour trouver des débouchés civils aux produits militaires), les localisations, les portefeuilles et même les productions<sup>21</sup>.

- Sans contrôle spécifique de la recherche-développement militaire, la procédure de désarmement peut aboutir au monopole, par une seule Nation, de technologies militaires susceptibles d'être rapidement développées en cas de conflit. Trois hypothèses sont généralement retenues pour l'étude de l'efficacité économique de la R&D militaire. D'abord, l'hypothèse controversée de l'effet d'éviction suppose que les crédits engagés dans la R&D militaire le sont au détriment du secteur civil<sup>22</sup>. Ensuite, les transferts de technologie entre le secteur civil et le secteur militaire impliquent le passage d'une priorité technologique et stratégique à une priorité économique. Enfin, l'effet de traction de la demande ("demand-pull effect") montre que l'existence d'une demande supplémentaire en matière de R&D favorise les forces d'innovation. Or, la substitution entre les R&D civiles et militaires s'exprime mal à court terme.

La question d'un désarmement durable se pose. Il y a à la fois un choix à opérer entre beurre et défense, à définir les mesures de sécurité optimale et à engager des procédures diplomatiques permettant de déterminer une sécurité pour tous les Etats. Cependant, toute situation de paix n'est pas nécessairement indemne de conflits sociaux, politiques, économiques ou juridiques. L'économie est souvent la cause des guerres, c'est aussi un moyen de menaces et de conflits entre les peuples. L'hypothèse selon laquelle l'économie de marché serait un facteur de paix en dépit des inégalités dans le monde n'a jamais été confirmée dans l'histoire de l'humanité.

## Bibliography

Arrow, K.J. (1995), Some General Observations on the Economics of Peace and War, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, vol.2, n°2, Winter, p.3.

Baran, P. Sweezy, P. (1966), *Le capitalisme monopoliste*, Maspero, Paris.

---

process, in *Arms Spending development and security*, Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A., APH Publishing Corporation, New Dehli.

<sup>20</sup> Fontanel J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica Poche, Paris.

<sup>21</sup> Fontanel, J. (1995), *The economics of disarmament*, in *Handbook of Defense Economics*, Vol.1. (Hartley and Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam, 1995.

Browne L.E. (1988), *Defense Spending and High Technology Development : National and State Issues*, *New England Economic Review*, September-October. Weidenbaum M. (1988), *Economics and the National Security*, *The Washington Quarterly*, Autumn. Buck D., Hartley K. and Hooper N. (1993), *Defence research and development, crowding-out and the peace dividend*, *Defence Economics*, Vol.4, n°2.

Browne L.E. (1988), Defense Spending and High Technology Development : National and State Issues, New England Economic Review, September-October.

Buck D., Hartley K. and Hooper N. (1993), Defence research and development, crowding-out and the peace dividend, Defence Economics, Vol.4, n°2.

Coulomb, F. (1998), Les théories économiques de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse Grenoble, 10 décembre.

Experts USA (1984) La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres". Préface Galbraith, Présentation Christian Schmidt, Calmann-Levy, Paris, 1984.

Fontanel (1993), Economistes de la paix, PUG, Grenoble

Fontanel J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica Poche, Paris.

Fontanel, J. (1995), The economics of disarmament, in Handbook of Defense Economics, Vol.1. (Hartley and Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam, 1995.

Gilpin, R. (1981), War and changes in international politics, Cornell University Press, Cambridge.

Intriligator, M.D. (1996), The economics of disarmament as an investment process, in Arms Spending development and security, Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A., APH Publishing Corporation, New Dehli.

Kennedy, R. (1988), The Small channel and Fall off the great powers - Economic Changes and military conflicts from 1500 to 2000, Random House, New York (Translation French: Birth and decline of the great powers - economic Transformations and military conflicts between 1500 and 2000, Payot, Paris, 1991.

Klein L. R. (1987) "Disarmament and Socio-Economic Development", Volume IX, Number 1, United Nations, Spring 1986.

Leontiev W., Duchin F. (1980) "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York.

Leontiev, W., Duchin (1983), Military spending : Facts and Figures, Worldwide implications and Future Outlook. Oxford University Press.

List, F. "Le système national d'économie politique" 1857.

Luckham, R. (1986), Disarmament and development in all its aspects with a view to drawing appropriate conclusions. Draft prepared for the UN Department of Disarmament Affairs, January.

Marx, K. & Engels, F. "Le Manifeste du Parti Communiste" (1860). Coll 10/18, Paris 1984.

Malthus, R : "Principes d'Economie Politique" (1803)

Organisation des Nations Unies (1981), "Etude des Rapports entre désarmement et développement". A/36/356; New York, Septembre 1981.

Organisation des Nations Unies Nations Unies (1981 et 1985) : "La réduction des budgets militaires". Série n° 4 et n° 10, New York 1981 et 1985.

Richardson, L.F. : "Arms and insecurity". Benwwood, New York, 1960.

Robbins, L. (1940), The economic causes of war, McMillan, New York

Royer, J. (1985) "Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies. ILO, December.

Sombart, W. (1932), L'apogée du capitalisme, Tomes I et II, Payot, Paris.

Tinbergen Jan : "World Peace Policy" in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian Schmidt and Frank Blackaby Mac Millan Press, London.

Thurow, L. (1992), La Maison Europe, Calmann Levy, Paris, p. 275.

United Nations and UNIDIR (1993), Economic Aspects of Disarmament: Disarmament as an Investment Process, United Nations, New York.

Walras, L. (1879), De la culture et de l'enseignement des sciences morales et politiques, in *Mélanges d'économie sociale*, volume VII.

Weidenbaum M. (1988), Economics and the National Security, *The Washington Quarterly*, Autumn.